# Conditions générales de ventes (En vigueur à partir du xx/xx/ 20xx)

# Clause n° 1 : Objet

Les conditions générales de vente décrites ci-après détaillent les droits et obligations de la société (dénomination sociale) et de son client dans le cadre de la vente des marchandises suivantes :
Clause n° 2 : Prix
Les prix des marchandises vendues sont ceux en vigueur au jour de la prise de commande. Ils sont libellés en euros et calculés hors taxes. Par voie de conséquence, ils seront majorés du taux de TVA et des frais de transport applicables au jour de la commande.  La société
Clause n° 3 : Rabais et ristournes
Les tarifs proposés comprennent les rabais et ristournes que la société (dénomination sociale) serait amenée à octroyer compte tenu de ses résultats ou de la prise en charge par l'acheteur de certaines prestations.
Clause n° 4 : Escompte
Aucun escompte ne sera consenti en cas de paiement anticipé.
Clause n° 5 : Modalités de paiement

- Soit par chèque ;
- Soit par carte bancaire;

Le règlement des commandes s'effectue :

• Le cas échéant, indiquer les autres moyens de paiement acceptés.

Lors de l'enregistrement de la commande, l'acheteur devra verser un acompte de 10% du montant global de la facture, le solde devant être payé à réception des marchandises.

## Clause n° 6 : Retard de paiement

En cas de défaut de paiement total ou partie	el des marchandises livrées au jour de la réception,
l'acheteur doit verser à la société	(dénomination sociale) une pénalité de retard égale à
trois fois le taux de l'intérêt légal.	

Le taux de l'intérêt légal retenu est celui en vigueur au jour de la livraison des marchandises.

Cette pénalité est calculée sur le montant TTC de la somme restant due, et court à compter de la date d'échéance du prix sans qu'aucune mise en demeure préalable ne soit nécessaire.

En sus des indemnités de retard, toute somme, y compris l'acompte, non payée à sa date d'exigibilité produira de plein droit le paiement d'une indemnité forfaitaire de 40 euros due au titre des frais de recouvrement.

Articles 441-6, I alinéa 12 et D. 441-5 du code de commerce.

#### Clause n° 7 : Clause résolutoire

Si dans les quinze jours qui suivent la mise en œuvre de la clause "Retard de paiement ", l'acheteur ne s'est pas acquitté des sommes restant dues, la vente sera résolue de plein droit et pourra ouvrir droit à l'allocation de dommages et intérêts au profit de la société \_\_\_\_\_\_ (dénomination sociale).

## Clause n° 8 : Clause de réserve de propriété

La société \_\_\_\_\_\_ (dénomination sociale) conserve la propriété des biens vendus jusqu'au paiement intégral du prix, en principal et en accessoires. À ce titre, si l'acheteur fait l'objet d'un redressement ou d'une liquidation judiciaire, la société \_\_\_\_\_\_ (dénomination sociale) se réserve le droit de revendiquer, dans le cadre de la procédure collective, les marchandises vendues et restées impayées.

### Clause n° 9: Livraison

La livraison est effectuée :

- Soit par la remise directe de la marchandise à l'acheteur ;
- Soit par l'envoi d'un avis de mise à disposition en magasin à l'attention de l'acheteur;
- Soit au lieu indiqué par l'acheteur sur le bon de commande.

Le délai de livraison indiqué lors de l'enregistrement de la commande n'est donné qu'à titre indicatif et n'est aucunement garanti.

Par voie de conséquence, tout retard raisonnable dans la livraison des produits ne pourra pas donner lieu au profit de l'acheteur à :

- L'allocation de dommages et intérêts ;
- L'annulation de la commande.

Le risque du transport est supporté en totalité par l'acheteur.

En cas de marchandises manquantes ou détériorées lors du transport, l'acheteur devra formuler toutes les réserves nécessaires sur le bon de commande à réception desdites marchandises. Ces réserves devront être, en outre, confirmées par écrit dans les cinq jours suivant la livraison, par courrier recommandé AR.

Clause	n°	10	:	<b>Force</b>	ma	jeure
--------	----	----	---	--------------	----	-------

La responsabilité de la société	(dénomination sociale) ne pourra pas être mise en
œuvre si la non-exécution ou le retard dans	l'exécution de l'une de ses obligations décrites dans les
présentes conditions générales de vente déc	coule d'un cas de force majeure. À ce titre, la force
majeure s'entend de tout événement extérie	eur, imprévisible et irrésistible au sens de l'article 1148 du
Code civil	

# Clause n° 11 : Tribunal compétent

Tout litige relatif à l'interprétation et à l'exécution des présentes conditions générales de vente est soumis au droit français.  À défaut de résolution amiable, le litige sera porté devant le Tribunal de commerce(lieu du siège social).					
Fait à	(ville), le	(date)			
	(signature du client)				
	(signature du représe	ntant légal la société)			